



La défense individuelle et collective des salariés : une question d'indépendance, de lutte et d'expérience !

Le comité social et économique (CSE) fusionne l'ensemble des instances représentatives du personnel (IRP), délégués du personnel (DP), comité d'entreprise (CE) et comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT). Qu'est-ce que cela signifie ?

Concrètement, plus de DP/CE/CHSCT et une défense individuelle et collective des salariés qui revient aux seuls élus du CSE qui devront couvrir tous les sujets et dont le nombre est amputé des 2/3...

...Et ce ne sont pas les 12 « représentants de proximité » (RP) et les 13 membres de la future Commission CSSCT (Santé, Sécurité, Conditions du Travail) du CSE qui changeront la donne :

- En effet, les RP ne sont pas élus et « *à défaut d'accord du CSE, la totalité des sièges de représentants de proximité seront désignés par le CSE* ». Ils ne siègent pas au CSE mais peuvent ponctuellement « *être invités par le CSE, avec l'accord du président de l'instance, en tant que spécialiste d'une problématique locale* » !
- Quant aux membres de la CSSCT, « *ils sont désignés par le CSE parmi ses membres* », le secrétaire de cette commission devant être un élu titulaire du CSE.

On comprend donc mieux le charcutage électoral de la direction qui se traduit par le regroupement des CE de Nice à Bordeaux. Ce découpage, aimablement cautionné et entériné par les autres OS, est censé leur valoir en « retour pour services rendus » la majorité dans les 3 CSE d'IBM France !

L'UNSA sur Paris, et l'alliance CGC (syndicat catégoriel proche du patronat) / CFTC (syndicat non représentatif dans la Métallurgie et se revendiquant de la doctrine sociale si réformiste de l'Eglise Catholique...), comptent bien profiter de l'aubaine.

Il faut dire aussi que la « *renovation sociale* » législative, avec sa réduction des prérogatives et des moyens, vise aussi, dans certains cas, à contourner les élus du personnel qualifiés, expérimentés et revendicatifs.

D'ailleurs, la direction ne s'y trompe pas, elle connaît ceux, hommes et femmes, qui défendent vraiment les salariés, et s'attaque principalement aux élus CGT (plus de 20 condamnations définitives depuis 2000 contre IBM pour discrimination).

Avec les élections à venir, la direction entend favoriser des majorités dociles qui, par le passé, ont su signer tous les accords les yeux fermés – y compris les plus bidons (QVT par exemple) – et qui cèdent pas à pas, année après année, sur tous les avantages conquis précédemment par les luttes des salariés.

Et ce sont les mêmes, qui bientôt, sans explication valable et en abandonnant comme aujourd'hui leurs prérogatives, justifieront la fusion en un seul CSE IBM France, au détriment de tous les salariés et en particulier de ceux qui vivent et travaillent en région.

Alors, qui, d'après vous, s'opposera, avec une volonté farouche et un engagement sans faille maintes fois démontrés, à la fermeture des sites régionaux, aux mutations contraintes, aux transferts forcés, aux licenciements, aux intimidations et à la dégradation des conditions de travail ?

Ce n'est pas pour rien que la CGT est toujours le 1^{er} syndicat représentatif dans la Métallurgie en 2018.

**Pour les élections de vos représentants au CSE3 « Sud »
du 2 au 8 novembre 2018,
Votez pour les listes CGT et
Donnez la majorité régionale « Sud » à la CGT !**

**La CGT, une équipe expérimentée qui a fait ses preuves dans
la défense individuelle et collective des salariés,
Et depuis 25 ans dans la gestion du CE de Montpellier.**



Ps : abonnez-vous sur le site web (bas de la page d'accueil) pour recevoir les nouveaux articles publiés